

# INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE À LA LOI SUR LES ENTREPRISES DE SERVICES MONÉTAIRES

(Loi sur les entreprises de services monétaires, RLRQ, c. E-12.000001)

La présente instruction générale indique de quelle façon l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») interprète et applique les dispositions de la Loi sur les entreprises de services monétaires, RLRQ, c. E-12.000001 (la « Loi ») et des règlements pris pour son application.

## SECTION 1 - CHAMP D'APPLICATION

Toute personne ou entité qui exploite une entreprise de services monétaires contre rémunération doit être titulaire d'un permis d'exploitation délivré par l'Autorité. L'Autorité délivre un permis d'exploitation pour un ou plusieurs des services monétaires prévus par l'article 1 de la Loi, constituant ainsi les catégories de permis.

Les catégories de permis sont les suivantes :

**1) *Change de devises*** : Le change de devises consiste à échanger, moyennant un taux de change, une devise, ou une monnaie ayant cours légal, contre une autre. L'échange peut être la vente ou l'achat de devises, ou les deux.

**2) *Transfert de fonds*** : Le transfert de fonds consiste en un mouvement d'argent d'un endroit à un autre ou d'une personne à une autre par l'intermédiaire d'une personne, d'une entité ou d'un réseau.

Lorsqu'une entreprise de services monétaires n'exerce pas des activités de change de devises de façon indépendante à ses activités de transfert de fonds, un permis d'exploitation dans la catégorie change de devises n'est pas requis pour échanger des devises lors d'un transfert de fonds.

**3) *Émission ou rachat de chèques de voyage, de mandats ou de traites*** : Le chèque de voyage est un chèque d'un montant fixé et payé à l'avance, qui permet à la personne qui l'achète et le signe de payer un tiers. Le chèque de voyage peut être émis dans plusieurs devises.

Comme le chèque de voyage, le mandat est un effet négociable prépayé dont le montant et le paiement à un tiers est garanti par celui qui l'émet. Par contre, contrairement au chèque de voyage, le mandat indique un bénéficiaire.

Une traite, aussi appelée lettre de change, est un effet de commerce par lequel une personne ordonne à une autre de remettre une somme d'argent précise, à vue, sur demande ou à une certaine date, à un tiers bénéficiaire, à l'ordre de ce dernier ou au porteur.

**4) *Encaissement de chèques*** : L'encaissement de chèques est le fait d'échanger un chèque contre de l'argent comptant ou de rendre disponible un montant d'argent correspondant à la valeur du chèque ou à un montant négocié entre les parties.

**5) *Exploitation de guichets automatiques*** : L'exploitation de guichets automatiques consiste à mettre à la disposition du public un moyen de retirer de l'argent comptant à partir d'un distributeur automatisé, sans l'intervention d'une personne physique.

Mettre à la disposition du public un moyen d'acheter de la monnaie virtuelle à partir d'un distributeur automatisé, sans l'intervention d'une personne physique, moyennant la remise d'argent comptant, constitue également l'exploitation de guichets automatiques.

Le locateur d'un espace commercial visant à recevoir un guichet automatique, lorsqu'il est aussi responsable de l'approvisionnement en argent de ce guichet, directement ou par le biais de cocontractants, est considéré comme exploitant un guichet automatique.

Également, une personne ou une entité qui est propriétaire ou locataire d'un guichet automatique et qui a la responsabilité d'approvisionner en argent ce guichet, directement ou par le biais de cocontractants, est considérée comme exploitant un guichet automatique.

## **RÉMUNÉRATION**

Toute entreprise qui offre des services monétaires contre rémunération est visée par la Loi, peu importe que les services monétaires qu'elle offre soient accessoires ou non à d'autres activités. Par ailleurs, aucun seuil monétaire ou volume de transactions minimum n'a à être rencontré pour que la personne ou l'entité soit considérée comme exploitant une entreprise de services monétaires.

L'obligation de détenir un permis ne s'applique donc pas aux personnes ou entités qui offrent des services de courtoisie gratuitement à leurs clients.

## **OFFRE DE SERVICES MOMENTANÉE OU ÉVÈNEMENTIELLE**

Une personne ou une entité qui prévoit offrir des services monétaires de façon momentanée ou sur une très courte période doit s'assurer de détenir son permis d'exploitation au moment où elle commence à offrir des services monétaires prévus à la Loi.

## **ACTIVITÉS PÉRIPHÉRIQUES OU DE SOUTIEN**

Les services offerts en périphérie ou en soutien de l'exploitation des services monétaires ne sont pas des services monétaires au sens de la Loi. Ces activités, bien qu'essentielles à l'exploitation de l'entreprise de services monétaires, ne participent pas directement à cette exploitation.

Sont notamment considérées comme des activités périphériques ou de soutien :

- les services de commutation électronique;
- les services d'échange d'informations;
- les services de logiciels qui servent à l'exploitation de l'entreprise;
- les activités visées à la Loi sur la sécurité privée, RLRQ, c. S-3.5.

## **SECTION 2 - PERMIS D'EXPLOITATION**

### **PERMIS UNIQUE - CATÉGORIES MULTIPLES**

Si une entreprise offre plusieurs services monétaires, elle présente à l'Autorité une demande de permis d'exploitation pour tous les services monétaires qu'elle offre. L'Autorité délivre alors un seul permis pour toutes les catégories de services monétaires autorisées.

Si une entreprise de services monétaires souhaite ajouter ou retirer une catégorie de service monétaire de son permis, elle dépose à l'Autorité le formulaire prévu à cet effet. Le permis unique de l'entreprise de services monétaires sera modifié en conséquence.

## **RÉPONDANT**

### ***Nomination du répondant***

Le répondant d'une entreprise de services monétaires est un administrateur, un dirigeant ou un associé de l'entreprise de services monétaires.

Si l'entreprise de services monétaires n'est pas constituée en vertu d'une loi du Québec et n'y a pas son siège ni d'établissement, le répondant n'a pas à être un administrateur, un dirigeant ou un associé de l'entreprise, mais doit répondre aux exigences prévues à l'article 5 de la Loi et à l'article 5 du *Règlement d'application de la Loi sur les entreprises de services monétaires* (RLRQ, c. E-12.000001, r.1) (le « Règlement d'application ») concernant le répondant.

Le répondant doit être nommé officiellement à ce titre par l'entreprise de services monétaires.

Un document constatant cette nomination doit accompagner la demande de permis d'exploitation. Ce document peut prendre la forme, notamment, d'une résolution du conseil d'administration ou des actionnaires, d'un mandat ou d'une procuration du propriétaire unique de l'entreprise de services monétaires.

### ***Fonctions de répondant***

Le répondant est responsable, entre autres, de présenter à l'Autorité la demande de permis d'exploitation pour l'entreprise de services monétaires.

Le répondant agit également à titre de correspondant auprès de l'Autorité pour tous les suivis relatifs à l'application de la Loi et des règlements pris pour son application.

Le répondant est donc responsable de fournir tous les documents et renseignements requis et de répondre à toutes les demandes que l'Autorité peut lui adresser relativement à l'entreprise de services monétaires pour laquelle il est ainsi désigné.

L'Autorité doit être en mesure de communiquer facilement avec le répondant et ce dernier doit répondre promptement à toute demande de l'Autorité.

### ***Changement de répondant***

Si le répondant n'est pas en mesure d'exercer adéquatement ses fonctions, pour quelque raison que ce soit, l'entreprise de services monétaires doit déterminer si la nomination d'un autre répondant est nécessaire.

De manière générale, si le répondant n'est plus en mesure de remplir ses fonctions de façon prolongée ou définitive, l'Autorité s'attend à ce que l'entreprise de services monétaires nomme un nouveau répondant et constate sa nomination dans un document officiel transmis à l'Autorité. L'entreprise de services monétaires devra aviser l'Autorité du changement en suivant la procédure expliquée dans la Section 4 – OBLIGATIONS DES ENTREPRISES DE SERVICES MONÉTAIRES.

Si le répondant ne peut momentanément pas remplir ses fonctions adéquatement, mais que l'entreprise de services monétaires estime qu'il n'est pas nécessaire de nommer un nouveau répondant, elle avise l'Autorité que les responsabilités du répondant sont temporairement déléguées à un administrateur, un dirigeant ou un associé de l'entreprise de services monétaires qui agira à titre de répondant suppléant.

Le répondant suppléant exerce les mêmes fonctions et responsabilités que le répondant nommé par l'entreprise de services monétaires.

## **DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS À TRANSMETTRE**

### ***Structure juridique***

L'entreprise de services monétaires doit transmettre à l'Autorité un document indiquant sa structure juridique, c'est-à-dire un document constatant sa forme juridique. Il peut s'agir d'une copie de la déclaration d'immatriculation déposée auprès du Registraire des

entreprises du Québec, une copie de l'acte constitutif de l'entreprise ou une copie du contrat de société, selon le cas.

***Personne ou entité qui a, directement ou indirectement la propriété ou le contrôle de l'entreprise***

L'entreprise de services monétaires doit aussi fournir à l'Autorité des renseignements relatifs aux personnes ou entités qui ont, directement ou indirectement, la propriété ou le contrôle de l'entreprise. Pour identifier ces personnes ou entités, ces notions nécessitent certaines précisions quant à leur étendue :

***1) Personne ou entité qui a la propriété de l'entreprise***

Aux fins de l'application de la Loi, la personne ou entité qui a la propriété de l'entreprise s'entend :

- du propriétaire des titres d'une entreprise de services monétaires, que ce soit une action, une obligation ou tout autre titre de créance;
- du titulaire du véritable pouvoir de décision sur les titres d'une entreprise de services monétaires;
- de la personne ou l'entité qui détient des titres inscrits au nom d'un intermédiaire qui agit, notamment comme prête-nom, fiduciaire ou mandataire.

Dans le cas d'une entreprise de services monétaires qui est une société publique, l'Autorité considère, pour l'application de l'article 6 de la Loi, que seules les personnes ou entités ayant 20 % ou plus des titres sont visées.

Il est toutefois possible pour l'Autorité, en vertu de l'article 32 de la Loi, d'exiger des informations supplémentaires sur des personnes ou entités ayant moins de 20 % des titres d'une entreprise de services monétaires.

***2) Personne ou entité qui a le contrôle de l'entreprise***

Aux fins de l'application de la Loi, la personne ou entité qui a le contrôle de l'entreprise s'entend :

- de la personne ou l'entité qui détient un nombre suffisant de droits de vote rattachés à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation d'une entreprise de services monétaires pour influencer de façon importante sur le contrôle de celle-ci;
  - Si une personne, seule ou agissant de concert avec d'autres en vertu d'une convention, détient plus de 20% des droits de vote, elle est présumée en détenir un nombre suffisant pour influencer de façon importante sur le contrôle de l'entreprise.
  - Une influence est importante lorsqu'elle participe aux décisions relatives aux orientations de l'entreprise.
- de la personne ou entité propriétaire de titre de l'entreprise lui permettant en tout état de cause d'élire la majorité des administrateurs de l'entreprise de services monétaires;
- de la personne ou entité qui possède le contrôle effectif de l'administration ou des activités de l'entreprise de services monétaires, que ce droit ou ce pouvoir s'exerce par un contrat de gestion ou autrement.

Les renseignements que doit fournir l'entreprise de services monétaires relativement aux personnes ou entités qui ont, directement ou indirectement, la propriété ou le contrôle de l'entreprise peuvent se limiter au Canada.

L'entreprise de services monétaires doit transmettre sans délai à l'Autorité, en vertu de l'article 25 de la Loi, tout changement relatif à ces personnes ou entités.

L'entreprise de services monétaires peut également transmettre un préavis relatif à ce genre de changement. Ce préavis pourra permettre à l'entreprise de services monétaires de connaître plus rapidement si ces modifications peuvent entraîner des conséquences sur la validité de son permis.

### ***Structure corporative***

L'entreprise de services monétaires doit, en vertu de l'article 6 de la Loi, fournir le nom des filiales de cette entreprise de services monétaires, de même que le nom de sa société mère et de ses filiales. L'Autorité considère que ces informations peuvent se limiter au Canada.

L'entreprise de services monétaires doit fournir à l'Autorité un organigramme qui détaille sa structure corporative.

### ***Mandataire***

L'entreprise de services monétaires a l'obligation de fournir une liste de tous ses mandataires, de leurs dirigeants responsables de l'offre de services monétaires et de leurs établissements où il y a une offre de services monétaires. Un rapport d'habilitation sécuritaire doit être délivré pour chacune de ces personnes ou entités.

Aux fins de l'application de la Loi, un mandataire est une personne qui effectue, en vertu d'une entente, un ou plusieurs services monétaires pour le compte d'une entreprise de services monétaires. Le mandataire agit au nom et pour le compte de l'entreprise de services monétaires pour des fins spécifiques ou générales.

Le mandataire n'a pas à détenir de permis d'exploitation pour les services monétaires qu'il offre pour le compte de l'entreprise de services monétaires.

L'entreprise de services monétaires demeure responsable du respect de la législation et doit mettre en place des mesures adéquates afin de s'assurer que ses mandataires se conforment aux exigences de la Loi et aux règlements pris pour son application.

### ***Institutions financières***

L'article 29 de la Loi prévoit que l'entreprise de services monétaires doit tenir à jour certains dossiers et registres, dont un registre de comptes et rapports de conciliation bancaire, et que ceux-ci doivent être tenus de manière à en permettre la vérification. Pour respecter cette obligation, l'entreprise de services monétaires qui soumet une demande de permis d'exploitation doit détenir un compte bancaire auprès d'une institution financière. Ce compte bancaire doit être ouvert au nom de la personne ou de l'entité qui soumet la demande de permis d'exploitation.

La Loi exige que l'entreprise de services monétaires fournisse une liste des institutions financières avec lesquelles elle fait affaire.

Les institutions financières visées sont celles qui procurent des services bancaires ou financiers à l'entreprise de services monétaires.

L'entreprise de services monétaires doit mentionner spécifiquement le nom et l'adresse des succursales de ces institutions financières avec lesquelles elle fait affaire. Elle doit également divulguer le numéro d'identification et le nom du détenteur de chacun des comptes bancaires utilisés dans le cadre de ses activités.

### ***Prêteurs qui ne sont pas des institutions financières***

Aux fins de l'application de la Loi, l'entreprise de services monétaires doit fournir la liste de ses prêteurs et, le cas échéant, le nom de leurs dirigeants, administrateurs ou associés. Dans ce cas-ci, il s'agit des prêteurs qui ne sont pas des institutions financières visées précédemment.

Ces prêteurs sont les personnes qui concluent un contrat de prêt d'argent ou de biens avec une entreprise de services monétaires.

Les détenteurs de débentures et d'obligations provenant d'émissions publiques ne sont pas considérés comme des prêteurs aux fins de l'application de la Loi.

### ***Employés dont les fonctions se rapportent à l'offre de services monétaires***

Aux fins de l'application de la Loi, un rapport d'habilitation sécuritaire est délivré à l'égard des employés de l'entreprise de services monétaires dont les fonctions se rapportent à l'offre de services monétaires.

L'expression « employé dont les fonctions se rapportent à l'offre de services monétaires » s'entend notamment de toute personne à l'emploi de l'entreprise de services monétaires qui:

- participe à une étape, quelle qu'elle soit, d'une opération relative aux services monétaires;
- recueille des renseignements personnels sur des clients pour des services monétaires;
- identifie ou vérifie l'identité des clients pour des services monétaires;
- a accès à des devises, des chèques de voyage, des mandats, des traites ou des chèques;
- supervise les activités de l'entreprise de services monétaires ou d'un autre employé dont les fonctions se rapportent à l'offre de services monétaires;
- a accès aux coffres forts ou autres endroits de dépôts ou de sûretés de l'entreprise de services monétaires;
- a accès aux comptes de l'entreprise auprès des institutions financières avec lesquelles l'entreprise fait affaire;
- fait affaire avec les prêteurs et les cocontractants de l'entreprise de services monétaires;
- prend part aux activités de comptabilité ou à des tâches administratives reliées à la tenue des dossiers et registres prévus à la Loi et aux règlements pris pour son application.

### ***Employés dont les fonctions se rapportent à l'exploitation de guichets automatiques***

Une entreprise de services monétaires qui demande un permis uniquement dans la catégorie de l'exploitation de guichets automatiques ne doit fournir que la liste de ses employés dont les fonctions se rapportent à l'exploitation de guichets automatiques.

L'expression « employé dont les fonctions se rapportent à l'exploitation de guichets automatiques » s'entend notamment de toute personne à l'emploi de l'entreprise de services monétaires qui:

- procède, dans l'exercice de ses fonctions, à l'approvisionnement en argent des guichets automatiques;
- a accès au contenu et aux fonctions d'un guichet automatique;
- prend part aux activités de comptabilité ou à des tâches administratives;
- prend part à l'élaboration des dossiers et registres prévus à la Loi et aux règlements pris pour son application.

## **SECTION 3 - RAPPORT D'HABILITATION SÉCURITAIRE**

La Loi prévoit que la Sûreté du Québec délivre à l'Autorité un rapport d'habilitation sécuritaire pour tous les dirigeants, administrateurs, associés, dirigeants de succursale, pour toute personne ou entité qui a, directement ou indirectement, la propriété ou le contrôle de l'entreprise de services monétaires et les employés d'une entreprise de services monétaires dont les fonctions se rapportent à l'offre de services monétaires.

La Loi prévoit également que la Sûreté du Québec délivre à l'Autorité un rapport d'habilitation sécuritaire pour tous les mandataires et leurs dirigeants responsables de l'offre de services monétaires, ainsi que pour tous les prêteurs de l'entreprise de services monétaires qui ne sont pas des institutions financières.

Le rapport d'habilitation sécuritaire indique la présence ou l'absence d'antécédents judiciaires ou de bonnes mœurs.

La présence ou l'absence d'antécédents judiciaires ou de bonnes mœurs sont des facteurs importants qui peuvent avoir des effets sur l'émission, la suspension ou la révocation d'un permis d'exploitation d'une entreprise de services monétaires.

Un nouveau rapport d'habilitation sécuritaire doit être délivré lorsque l'Autorité est informée d'un changement ou d'une modification à un renseignement, conformément à l'article 27 de la Loi, et que ce changement ou cette modification affecte un rapport d'habilitation sécuritaire antérieurement délivré.

La procédure est expliquée dans la Section 4 – OBLIGATIONS DES ENTREPRISES DE SERVICES MONÉTAIRES.

## **SECTION 4 - OBLIGATIONS DES ENTREPRISES DE SERVICES MONÉTAIRES**

### **OBLIGATIONS GÉNÉRALES**

#### ***Avis de changement ou de modification***

En vertu de l'article 25 de la Loi, l'entreprise de services monétaires doit sans délai, aviser l'Autorité de tout changement susceptible d'affecter la validité du permis ou de rendre applicables les articles 11 à 17 de la Loi.

L'entreprise de services monétaires doit aussi informer par écrit l'Autorité de toute modification d'un renseignement qu'elle lui a fourni, notamment un renseignement prévu dans le formulaire de demande de permis d'exploitation, au plus tard 15 jours suivant la fin du mois durant lequel les modifications sont survenues, tel que prévu au Règlement d'application.

Pour toute modification à la liste des personnes dont les fonctions se rapportent à l'offre de services monétaires, à la liste des institutions financières et à celle des prêteurs, l'entreprise de services monétaires doit également en informer l'Autorité, au plus tard 15 jours suivant la fin du mois durant lequel les modifications sont survenues, tel que prévu au Règlement d'application.

Pour toute modification relative aux employés dont les fonctions ne se rapportent pas à l'offre de services monétaires, l'entreprise de services monétaires en avise l'Autorité au plus tard le 31 mars de chaque année, tel que prévu au Règlement d'application.

Lorsqu'un changement ou une modification prévus aux articles 25 et 26 de la Loi survient et qu'un nouveau rapport d'habilitation sécuritaire doit être délivré, l'entreprise de services monétaires dépose les frais prévus au *Règlement sur les droits et tarifs en vertu de la Loi sur les entreprises de services monétaires* (RLRQ, c. E-12.000001, r.2).

#### ***Nouvel employé ou nouveau mandataire***

Lorsqu'une entreprise de services monétaires embauche un nouvel employé ou un nouveau mandataire dont les fonctions se rapportent à l'offre de services monétaires, l'Autorité doit en être avisée et un rapport d'habilitation sécuritaire doit être délivré à l'égard de cet employé ou de ce mandataire.

Pendant la période qui précède la délivrance du rapport d'habilitation sécuritaire qui le concerne, le nouvel employé ou le nouveau mandataire peut exercer ses fonctions, dans la mesure où l'entreprise de services monétaires lui fournit une formation et une supervision adéquates.

## VÉRIFICATION D'IDENTITÉ DES CLIENTS ET DES COCONTRACTANTS

### *Clients*

Tous les clients d'une entreprise de services monétaires, sauf les clients de guichets automatiques, doivent être identifiés avant qu'un service monétaire ne leur soit fourni.

L'entreprise de services monétaires doit également vérifier l'identité des clients lorsque ces derniers effectuent des transactions au-delà des seuils prévus par le Règlement d'application.

Si l'entreprise de services monétaires n'est pas en mesure d'identifier le client ou de vérifier son identité, elle doit refuser de fournir un service monétaire prévu à la Loi.

Dans le cas de services monétaires fournis à distance, l'entreprise de services monétaires doit également être en mesure d'identifier le client et de vérifier son identité selon ce que prescrit le Règlement d'application.

Une opération à distance est une opération de services monétaires qui ne se fait pas physiquement sur les lieux d'une ESM ou d'un de ses mandataires. Cette transaction pourrait être effectuée, par exemple, par Internet ou par téléphone.

### *Cocontractants*

L'entreprise de services monétaires doit aussi vérifier l'identité des cocontractants avec lesquels elle conclut une entente liée à ses activités de services monétaires. Les obligations réglementaires quant à l'identification des cocontractants se résument à de saines pratiques commerciales dans le cadre d'une entente contractuelle normale.

L'entreprise de services monétaires doit être en mesure de fournir l'identité de ses cocontractants à l'Autorité sur demande.

L'Autorité entend notamment par « cocontractants liés à ses activités de services monétaires » la personne ou l'entité qui:

- transporte les valeurs pour l'entreprise de services monétaires;
- loue ou vend des guichets automatiques ou les connectent à un réseau;
- assure la sécurité dans un établissement de l'entreprise de services monétaires;
- fournit des services professionnels (avocats, notaires, comptables, etc.).

## DOSSIERS ET REGISTRES

Les entreprises de services monétaires doivent être en mesure de transmettre sur demande les dossiers et registres prévus à la Loi et au Règlement d'application.

Dans certains cas, les informations relatives aux dossiers et registres peuvent être détenues par un fournisseur de services externes et n'ont pas nécessairement à être consignées par l'entreprise de services monétaires.

Cependant, dans de tels cas, il est de la responsabilité de l'entreprise de services monétaires de s'assurer qu'elle peut obtenir ces informations promptement pour répondre aux exigences législatives et réglementaires qui lui incombent.